1,5 € - N°85 29 nov. 2018

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

La colère explose contre la vie chère !

C'est le moment de préparer l'affrontement contre Macron, Total, le CAC 40...

Rassemblement à La Réunion

NPA

Lisez la presse anticapitaliste

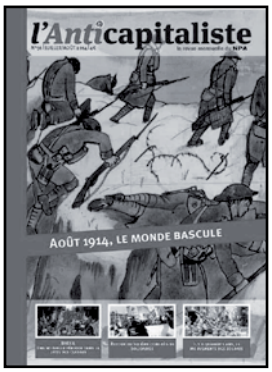
Abonnez-vous

à

L'Anticapitaliste

L'HEBDO

LE MENSUEL



Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités…

C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom:_____ Prénom:_____

Apt, Esc, Bat : _____

N°:_____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo *L'Anticapitaliste*	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

SOMMAIRE

Edito p.3

Nos vies, pas leurs profits p.4-7

- Echos du mouvement à Bordeaux
- Extraits du bulletin Interentreprises Pessac-Cestas
- Ariane Group : vers moins 2300 emplois…
- Tribune AC! : « Pôle en grève »
- Ford, Punch, gouvernement, menteurs, embobineurs !
- Du travail pour tous
- Eau Bordeaux Métropole, comment tromper l'usager
- Suicides à la Poste, non à l'impunité de la direction

Education p.8

- Lycée La Ruche, mobilisation inédite !
- Quand les universités publiques accèdent à la propriété…

Leur société p.9

- Saint-Médard : application du droit au logement
- Drita et sa famille doivent pouvoir rester vivre ici

Politique locale p.10-11

- Lormont : la commune sous contrôle pour payer la dette aux banques
- Contre la pauvreté, combattre les riches
- La « transition énergétique », avant tout une aubaine pour les multinationales de l'énergie
- Fête de Lutte Ouvrière : le débat continue

Ecologie p.12

- « *Ceux qu'ont le pognon… c'est pour ceux-là qu'on crève* »…
- Stop au nucléaire !

NPA p.13

- Histoire et actualité de la lutte pour le droit à l'avortement et à disposer de son corps

Internationalisme p.14

- Israël-Palestine : conférence et livre de M. Warschawski

A Lire p.15

- *L'ordre du jour* - Eric Vuillard

A voir p.16

- *Carmen et Lola, d'*Arantxa Echevarria

Abonnez-vous

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

ANTICAPITALISTES !
CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867
Directeur de publication : François Minvielle
NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX
07 83 64 43 49
Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau
23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

La colère explose contre la vie chère ! C'est le moment de préparer l'affrontement contre Macron, Total, le CAC 40...

Le mouvement dit des « gilets jaunes » témoigne d'une profonde colère des classes populaires, un mouvement inédit, profond, qui va bien au-delà du ras-le-bol des taxes et même de la difficulté de joindre les deux bouts et des salaires. C'est l'ensemble de la marche de la société qui est contesté, ce monde « nouveau » où les anciens repères semblent disparus, où tout n'est que concurrence, loi de la jungle pour toujours plus de profits, où le mépris et le cynisme des dirigeants et des classes privilégiées s'étalent sans complexe.

Et ce ne sont pas les provocations des CRS et les violents affrontements aux Champs Elysées qui peuvent entamer la détermination. Les actions continuent et un nouvel appel à manifester à Paris le 1er décembre a été lancé. A La Réunion, la mobilisation est telle qu'elle a paralysé l'économie. La révolte sociale touche de nombreux salariés, retraités, chômeurs, dont de nombreuses femmes et des jeunes, des petits artisans ou commerçants, paysans. Ceux qu'on n'entend ni ne voit jamais habituellement font la Une des journaux télé, y disent leur salaire ou leur pension misérables.

En face, Macron, Philippe, Castaner, n'ont qu'arrogance face à la révolte.

Macron affirmait le 14 novembre « *beaucoup de gens qui sont dans l'addition des colères et des blocages, cela ne fait pas un projet pour le pays* »… Comme si son projet était autre chose que celui des riches, des patrons, les « *premiers de cordée* » pour qui nous payons la facture ! Le même prétend aujourd'hui se soucier des « *classes moyennes et laborieuses* »…

Carlos Ghosn, Total : le visage des « premiers de cordée »

On vient de voir ce qu'il en est d'un de ces « premiers de cordée », Carlos Ghosn pris la main dans le sac. Les « salaires » monumentaux qu'il prétend mériter ne donnent qu'une petite idée des richesses appropriées par une poignée d'ultra riches, légalement ou pas.

Les profits du CAC 40 ne cessent de croitre. Total annonce une nouvelle augmentation de ses profits, qui étaient de 10,6 milliards de dollars en 2017 dont les 2/3 ont été distribués aux actionnaires…

Les intérêts de la dette publique s'élèvent à plus de 40 milliards : autant d'argent payé par nos impôts et taxes vont gonfler les coffres de la finance, des banques.

De RN à l'UPR, DLF ou LR, ils sont nombreux à chercher à détourner la colère sociale à leur profit, entretenir les préjugés xénophobes et nationalistes... alors qu'ils n'aspirent qu'à mener la guerre de classe, en pire, contre les travailleurs.

C'est le moment de reprendre l'offensive !

La colère qui s'exprime dans tous le pays met à l'ordre du jour la nécessité de l'affrontement contre Macron et le grand patronat qu'il sert.

Face à un mouvement qui leur échappe, les directions des principales centrales syndicales sont aux abonnés absents. Elles dont le seul horizon est le dialogue social, prennent prétexte de la présence de minorités d'extrême-droite sur les barrages pour ne surtout appeler à rien. La CGT, par la voix de Martinez, a seulement appelé à se joindre à la manifestation des organisations des privés d'emploi le 1er décembre…

Mais de nombreux militants et sections syndicales sont solidaires du mouvement et se préoccupent d'y intervenir pour ne pas laisser nos ennemis essayer de l'instrumentaliser ! FO transport à appelé à la mobilisation, la CGT raffinerie a fait grève pour les salaires et bloqué avec les gilets jaunes.

Le combat « contre la vie chère » est celui de tous les travailleurs, c'est le combat pour les salaires, faire payer Total, taxer les profits et les riches... prendre l'argent où il est pour de véritables services publics, la santé, l'éducation, les services sociaux ! Le moment est venu de reprendre l'offensive contre Macron, les premiers de cordée et l'extrême-droite !

Le 27/11/2018

Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org - 07 83 64 43 49

www.npa33.org

Nos vies, pas leurs profits

Echos du mouvement à Bordeaux

Samedi 24 novembre, le préfet ayant interdit de manifester dans le centre de Bordeaux, il y a donc eu… une manifestation dans le centre de Bordeaux ! Environ 2000 manifestant(e)s au plus fort, alors que continuaient des actions à Virsac, Sainte-Eulalie, Bègles, dans le Libournais, le Sud-Gironde etc.

La manifestation a fait un aller-retour depuis la place de la Bourse passant par la Mairie, rue Ste Catherine, la Gare où le cortège a pu rentrer dans le hall avant que les CRS arrivent pour empêcher l'envahissement des voies ! Le retour par les quais sous les coups de klaxons solidaires des automobilistes pourtant bloqués s'est fait dans une ambiance festive et populaire.

Depuis dix jours, les actions se multiplient et quelques liens se construisent, comme la semaine précédente dans la zone de Pot au pin où un blocage a tenu quelques heures ou plus récemment à la zone de fret de Bruges où le Collectif de lutte 33 (réunissant des militants de syndicats CNT, SUD et CGT) a rejoint les gilets jaunes pour un blocage le lundi 26.

Dans la manifestation à Bordeaux, à côté de manifestants très récents, il y avait aussi, avec ou sans gilet, des militant(e)s habitué(e)s des cortèges, PC, FI, LO, NPA, anarchistes… échangeant au sein de la manifestation sur ce mouvement sortant des cadres habituels, discutant des perspectives, comment y intervenir avec une politique indépendante, de classe, internationaliste, en y combattant les préjugés nationalistes, pour certains anti-immigrés sur lesquels surfent de vrais ennemis des travailleurs et des classes populaires qui tentent de faire leur pelote dans le mouvement.

« *Macron dégage* », oui, mais ça ne suffit pas, c'est le capitalisme qu'il faut virer !

J.R.

Photo de Nathalie Pierre - nathaliepierre.com

Ras-le-bol de se ruiner pour aller travailler !

Quand on travaille à la zone logistique de Pot au Pin à Cestas, perdue au milieu des pins et des champs de carottes et de poireaux à 30 kilomètres de Bordeaux, sans le moindre transport en commun, non seulement on perd des heures de notre vie sur l'autoroute et dans les embouteillages, mais on perd un « pognon de dingue » en carburants et pour l'entretien de nos voitures !

Alors, quand le gouvernement nous explique qu'il faut qu'on accepte de payer encore plus de taxes pour le bien de la planète… c'est un peu comme quand il nous explique que les riches « ruissellent » sur les pauvres ou qu'en traversant la rue on va trouver du boulot… c'est une provocation !

Macron et les patrons de CDiscount, Carrefour, La Poste and Co n'ont pas plus à faire de la planète que des travailleurs... Leur seul problème c'est les profits qu'ils peuvent tirer de notre travail !

Ce seraient nous les responsables ?!

Dans toute l'Europe, des camions circulent à toute allure sur des files continues comme sur l'A63, pour transporter sur des centaines et des milliers de kilomètres des marchandises, de manière totalement anarchique et en polluant un maximum. Et tout ça pourquoi ? Pour les profits de quelques-uns !

Les patrons, les multinationales et les gouvernements à leur service ont organisé la production de manière complètement folle. Ils font jouer la concurrence entre les pays, les législations, pour exploiter au maximum les travailleurs et baisser les « coûts ». Ils mettent une pression toujours plus grande sur les chauffeurs routiers pour tirer les salaires et les conditions de travail vers le bas, mettant leur santé et leur vie en jeu… Et peu importe que cette course au fric pollue la planète !

Sans compter que pendant ce temps, le gouvernement ne cesse de diminuer le transport des marchandises par voie ferrée…

Cachez ce gilet jaune que je ne saurais voir !

À La Poste on est un peu embarrassé. Depuis quelques mois, la direction avait imposé aux facteurs en CDD ou intérim de porter un gilet jaune siglé La Poste qui les distingue des collègues en CDI et « *pour la sécurité* ». Même en pleine canicule cet été, le gilet jaune était « obligatoire ». Seulement avec le mouvement de contestation en cours, La Poste fait marche arrière. Pour éviter « *les amalgames* » elle demande maintenant aux collègues concernés de ne plus le porter !

Sans commentaire...

Extraits du Bulletin Inter-Entreprise Pessac Cestas 20 novembre 2018

Ariane Group
Vers moins 2300 personnes en 5 ans !

Ariane Group est une société qui fabrique le lanceur Ariane 5 et les missiles stratégiques pour la dissuasion. Elle a plusieurs sites en Gironde. Elle a été fondée en 2016 par Airbus et Safran pour concevoir Ariane 6. Les deux sociétés sont actionnaires à 50% chacune.

La direction a confirmé au CCE du 8 novembre la chute du marché des satellites géostationnaires, principal pourvoyeur de commandes pour Ariane 5. Les vols de celle-ci sont plus chers que ceux de Space X, concurrent américain, qui fait du dumping commercial grâce au soutien des Etats-Unis, via ses commandes garanties.

Les commandes des Etats européens se font attendre pour Ariane 5 comme pour la future Ariane 6, malgré ses possibilités techniques plus grandes et un coût moindre.

Face à la baisse de charge pour les cinq ans qui viennent, la direction veut réduire les effectifs de 2300 personnes sur l'ensemble du groupe (France et Allemagne) soit près de 25%. Elle gèle les embauches jusqu'à la réunion des ministres européens en charge du spatial fin 2019. Celle-ci doit confirmer le projet Ariane 6 et l'autonomie spatiale de l'Europe.

Il y a aussi l'arrêt de la plupart des contrats précaires et de la sous-traitance.

Selon la direction, les départs « naturels » (retraites, démissions, mobilité vers les maisons mères et les filiales) éviteront un plan social. Elle veut aussi permettre aux sociétés MBDA et Roxel (missiles tactiques) de venir recruter en interne.

Elle intensifiera les mobilités internes sur les différents sites du groupe (régions bordelaise et parisienne et l'Allemagne).

Les salariés subissent déjà une aggravation des conditions de travail au nom de la compétitivité. Les actionnaires veulent avoir une baisse des coûts de 40 % pour le futur lanceur. Beaucoup de salariés sont en souffrance au travail.

La direction dit que ses mesures ne sont pas un plan social. Elle insiste quelle ne donnera rien pour favoriser les démissions. Elle refuse déjà les ruptures conventionnelles car cela lui coûte de l'argent : « *si un salarié n'est pas content, qu'il parte* ».

Personne n'est dupe. Avec les lois Macron, certains s'attendent à deux choix : une mobilité forcée ou une démission. L'inquiétude et l'anxiété dominent.

La direction a fait une campagne de presse sur ses annonces pour faire une pression plus grande sur les syndicats qui commencent les négociations sur le temps de travail et les rémunérations.

La CGT et SUD ont demandé face à la baisse de charge de réduire le temps de travail en maintenant les salaires et les effectifs et en demandant un apport financier des actionnaires qui prendraient sur leurs dividendes.

Les élus CFDT, CFE/CGC, CGT, FO et SUD au CCE veulent voter un droit d'alerte au prochain CCE pour avoir le maximum de données sur ce projet.

Les salariés n'ont pas à payer par un plan social la politique de la direction. Il faut prendre sur leurs dividendes… et les deux groupes ont les moyens, avec 2,8 milliards de bénéfice pour Airbus et 3,3 milliards pour Safran en 2017, les deux en très forte hausse. Les salariés pour imposer cela n'ont pas d'autres choix que la mobilisation.

Correspondant

Tribune de AC ! Gironde - Pôle en grève !

Journée de grève à Pôle Emploi ce 20 novembre avec à Bordeaux un rassemblement à la Direction générale à la Bastide où se sont retrouvés quelques dizaines de grévistes avec le soutien de militant(e)s des organisations de lutte contre le chômage d'A.C ! Gironde et de l'Apéis. Les problèmes des salarié(e)s de Pôle Emploi recoupant bien évidement ceux des demandeurs d'emplois.

« *Il ne suffit pas de traverser la rue pour trouver un emploi… ni de décréter la numérisation et la sous-traitance des services de Pôle Emploi pour garantir un service et un accompagnement digne de ce nom !* » expliquait le tract de l'intersyndicale.

Le gouvernement annonce clairement la couleur en disant qu'il faut faire une économie de 3 à 4 milliards sur le régime d'assurance chômage et supprimer 4000 postes à Pôle Emploi (sur 55 000) d'ici 2020. Et puis, il y a l'obligation de multiplier les contrôles pour radier plus, d'imposer des formations ne répondant qu'aux exigences patronales ou obliger les chômeurs à accepter n'importe quel emploi sous peine de sanctions pouvant aller à la radiation.

En cours de discussion, la nouvelle convention ne changera rien à la situation si ce n'est en l'aggravant et pour les demandeurs d'emploi et pour les salarié(e)s de Pôle Emploi.

Pour A.C ! Gironde, nous avons bien entendu apporté notre soutien à cette lutte comme nous le faisons pour toutes les autres luttes de travailleurs, et en annonçant la **manifestation du 1er décembre 2018 contre le chômage et les précarités. Nous vous donnons d'ailleurs rendez-vous à 15h place de la Victoire.**

AC ! Gironde

Nos vies, pas leurs profits

Ford Blanquefort - Ford, Punch, gouvernement, menteurs et embobineurs !

Nous étions environ entre 500 et 600 pour la manifestation du samedi 24 novembre, à l'appel des syndicats et de la mairie de Blanquefort. Sur le perron de la Mairie, les notables, y compris Juppé, sont venus parader, s'indigner de la fermeture. Une partie du cortège leur a fait entendre que nous n'avons pas oublié que nombre d'entre eux ont soutenu des gouvernements licencieurs, voire ont été premier ministre !

Les deux semaines qui ont précédé, nous avons fait plusieurs AG par semaine devant les entrées de l'usine et nous sommes de plus en plus nombreux à y participer. Il faut dire que les informations sont nombreuses, contradictoires et que Ford Motor Company (FMC) est en train de mener sa sale politique de fermeture, pour supprimer les 870 emplois, avec un PSE minable, à peine vingt mois de salaires en prime supra légale pour trente ans d'ancienneté. A l'heure où nous écrivons, nous ne connaissons pas la décision définitive de Ford.

Ford bénéficie de la complicité des différents acteurs que ce soit le gouvernement ou Punch, un sous-traitant de l'automobile qui postule à la reprise. Alors que Ford dit refuser tout repreneur, le gouvernement et Punch essaient de faire croire à cette possibilité, l'un parce qu'il veut un « bon communiqué », l'autre parce qu'une reprise, c'est une bonne affaire, l'argent arriverait de la part de la FMC et de l'Etat, la Région et la Métropole et cela pour peu d'investissement. Qu'importent les moyens et les conséquences, ces gens-là n'ont aucun complexe. Ils veulent nous faire accepter 450 suppressions d'emplois, sans compter les intérimaires de GFT qui seraient licenciés s'il y avait réellement des mutations de FAI vers GFT. Ils veulent aussi nous imposer le gel des salaires, nous faire lâcher nos acquis sociaux, par exemple la fin de nos RTT et la diminution des primes, en faisant le chantage au chômage pour faire plier les organisations syndicales. La pression est forte pour participer à ces innombrables réunions, et le représentant du gouvernement réclame ouvertement l'acceptation de ces reculs par les syndicats.

Le seul but de la FMC depuis le début c'est de fermer la boite à moindre frais. Ils se passent la balle : un jour Ford propose à Punch de gérer à sa place le plan de licenciements et de préretraite, y compris en le finançant, un autre jour, c'est le gouvernement sous l'emprise de Ford qui propose de remplacer le plan de licenciements par une « rupture conventionnelle collective ». Dans tous les cas, Ford va vers son objectif.

Du coup, les salariés sont ballotés entre les multiples annonces des uns et des autres. Et une grande partie de l'énergie syndicale est focalisée sur ces réunions et ces problèmes. Dans les AG, les interventions sont peu nombreuses et révèlent l'inquiétude bien légitime. De nombreux salariés ne produisent plus rien depuis des semaines, même si la direction fait son maximum pour nous faire reprendre le boulot… en essayant d'éviter de provoquer l'explosion de colère.

C'est si l'on peut dire la dernière ligne droite avant la finalisation du PSE prévue le 18 décembre. Tout le monde trouve qu'on est loin du compte ! On est nombreux à vouloir bien plus, avec un plancher à 100 000 €. La situation est difficile mais les manœuvres se voient de plus en plus. Plus que jamais notre avenir dépend de notre mobilisation !

Le 24 novembre, correspondants

Du travail pour tous !

A Getrag Ford Transmission, nous sommes environ 1200 salariés : 850 CDI, 50 camarades de Ford Aquitaine Industrie et 300 intérims. Tous main d'œuvre corvéable à merci pour fabriquer des boites à vitesse pour Ford.

FAI n'a plus trop de boulot et GFT en a à revendre. Des petits génies pensent qu'il suffit juste d'utiliser ceux de FAI à GFT. Ils sont déjà formés donc tout serait bénef pour GFT... Et Ford paierait moins de licenciements et aurait reclassé plus de salariés. Ce serait bon pour son image de marque...

Sauf que dans la vraie vie, la direction de GFT n'a pas l'air emballée... et que personne ne parle des 300 copains qui sont en intérim et qui en feraient les frais. Que ce soit des collègues de FAI ou des collègues en intérim, ce sont toujours des travailleurs qui seront lésés pour satisfaire les actionnaires.

Tout le monde a droit à un boulot ! Nous ce qu'on veut c'est avoir un salaire décent pour vivre, partager le temps de travail et les richesses créées, ras-le-bol de la concurrence entre tel ou tel groupe de travailleurs !

Extrait du bulletin diffusé à l'usine Getrag Ford Transmision Blanquefort - 16 novembre 2018

Suicides à la

Les réorganisations à La Poste ne cessent de détruire les emplois et de saccager les conditions de travail de celles et ceux qui restent. Les démissions, les retraites anticipées ou les ruptures conventionnelles sont nombreuses et témoignent d'une détresse des postier.e.s.

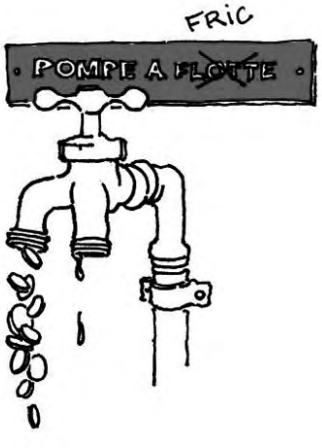
Des équipes syndicales alertent constamment la direction sur les dangers de cette politique menée pour le profit. En 2016, huit cabinets d'experts sont même intervenus sur les méthodes délétères employées par la Poste. Là non plus, elle n'a pas écouté.

Conséquence de ce management mortifère, certains postier.e.s poussé.e.s à bout en viennent à se

Nos vies, pas leurs profits

Eau Bordeaux Metropole
Ou comment tromper l'usager ?

Témoignage : Je travaille pour Suez Eau France (SEF), anciennement Lyonnaise des Eaux rachetée par le groupe Suez il y a quelques années. Suez a en charge le contrat de concession de l'eau de Bordeaux et de son agglomération pour l'entretien et l'exploitation. Cela fera 50 ans en 2021, un des plus gros contrats, en termes de clients et de km de réseaux. A savoir que SEF a fait un bénéfice net de 30 millions d'euros en 2017, le groupe Suez 302 millions.



En 2011, Feltesse avait fait voter au conseil de la CUB le principe de délégation de service public et la reprise du marché de l'eau en régie directe par la collectivité... pour 2018 ! Il n'y avait donc aucun engagement immédiat. Le 1er janvier 2013, la marque « L'Eau Bordeaux métropole » (LEBM) naissait. Ce qui est troublant, c'est la communication qui est faite sur le site de BM, « *les services publics d'eau potable* » sont présentés « *comme compétence de Bordeaux métropole* » : en tant qu'usagers, on s'y perd. Car en réalité, rien n'a changé… l'eau est restée privatisée et gérée par Suez avec deux branches distinctes : l'eau et l'assainissement.

En 2014, Juppé revenait sur le « principe » précédent et faisait voter le contrat d'affermage. En gros, le fermier, Suez, continue d'exploiter le réseau mais les investissements restent du ressort de la métropole ainsi que les tarifs.

Il y a moins d'un an, suite à des appels d'offre, Veolia a remporté le marché de l'assainissement pour le 1er janvier 2019. Les collègues qui travaillent pour cette branche, au nombre de 200, sont repris par Veolia… en sous-traitance ! Ce qui implique pour eux une perte de leur statut et de leur salaire.

En 2021, il y aura appel d'offre pour le contrat eau. Les salariés pensent que le contrat sera perdu. Pourquoi ? SEF ne met plus les moyens humains pour respecter les termes du contrat avec BM. Les pénalités financières tombent. L'encadrement dit que les comptes sont juste équilibrés. SEF ne semble plus vouloir garder ce marché, c'est notre ressenti de salariés, parce qu'il ne profite pas comme il voudrait. Pour autant, nos cadres brandissent cette échéance pour qu'on soit les meilleurs, donc pour nous faire tout accepter. Nous sommes à peu près 450 dans la branche mais on est en pleine réduction d'effectifs : les départs en retraite ne sont pas remplacés, les arrêts maladie se multiplient, des salariés partent d'écœurement, les tâches sont redistribuées sur ceux qui restent sans que les salaires augmentent. La qualité du travail est nivelée vers le bas avec pour conséquence un service client qu'on n'assure quasiment plus. Qu'adviendra-t-il de nous en 2021 ? C'est le gros point d'interrogation. On se dit que pour le groupe c'est 3 ans pour continuer à faire de l'argent sur notre dos, avec en 2021, si Suez perd le marché, moins de monde à reclasser le moment venu.

Propos d'une salariée de Suez recueillis par Sandrine Alarcon

Poste : non à l'impunité de la direction !

suicider : deux fois en Dordogne en l'espace de 15 jours ! Deux factrices, toutes deux en arrêt de travail, toutes deux horrifiées par la pression que La Poste leur imposait.

Sur le site de Sarlat, la direction enchainait contrôles médicaux et pressions au téléphone pour faire reprendre l'agent qui, acculée, a fini par se pendre. Elle s'est suicidée à midi, alors qu'à 14h, elle devait subir encore un contrôle médical ordonné par La Poste... A Siorac, le même jour, un représentant syndical SUD était agressé physiquement par la même direction ; sorti de force de sa voiture et plaqué au sol, pour lui imposer de rendre son téléphone professionnel avant une mise à pied.

Les agents de Sarlat et Siorac ont réagi collectivement en refusant de reprendre le travail, exprimant massivement leur droit de retrait. Hors de question de remettre un pied dans le bureau tant que la direction n'était pas écartée. La direction régionale, prise de panique, a couvert jusqu'au bout ses cadres zélés. Elle ne les a sanctionnés à aucun moment, profitant d'une lettre de « *demande de ne plus travailler sur le site* » pour assurer aux agents qu'ils ne les reverraient plus…

La gendarmerie, l'inspection du travail et le CHSCT mènent maintenant des enquêtes afin d'estimer les responsabilités de La Poste dans ces affaires.

Deux semaines plus tard, c'est une factrice de Saint-Astier qui s'est suicidée. Le matin même, elle expliquait sa situation invivable à un représentant syndical. Là encore, la responsabilité de La Poste est clairement établie par des témoignages, mais cette dernière nie toute implication et assure avoir une politique à « visage humain ».

L'horreur de ces situations, c'est qu'elles étaient prévisibles. Le management violent est encouragé et couvert, comme à Bazas où un chef d'équipe a pris une promotion après avoir agressé physiquement un représentant SUD pour le sortir de force du centre de distribution. Les suicides sont tus et les directions baladées, mais jamais condamnées. Face à une telle machine à broyer des vies, seule une perspective de lutte collective pourra empêcher que de tels drames se produisent à nouveau.

Correspondant

Education

Lycée La Ruche Bordeaux Mobilisation inédite !

Nous étions une douzaine de profs en grève le 12 novembre, sur cinquante, et près d'une vingtaine à la manif avec les collègues qui ne travaillaient pas ce jour-là. Une dizaine d'élèves sont venus avec nous après nous avoir vu dans la matinée confectionner banderoles et discuter de la mobilisation. Malgré la pluie et une manifestation en demi-teinte, qui ne donnait pas d'autre perspective que de dénoncer les suppressions de postes, nous étions motivés et fiers d'avoir été présents et bien relayés par les médias. Le lendemain, c'était ceux qui étaient hostiles à la grève qui regardaient leurs chaussettes.

Cette situation inédite s'explique par l'inquiétude provoquée par la réforme du lycée professionnel, annoncée fin mai par Blanquer et que nous avons largement discutée dans l'équipe.

Cette réforme prévoit une suppression importante d'heures de cours : les élèves verront leur enseignement passer de 2800 heures à 2500 sur les trois ans de formation. Toutes les matières sont concernées : moins de français, d'histoire-géo, de langues vivantes, de maths et aussi d'enseignement professionnel, quelle que soit la spécialité choisie. C'est un véritable gâchis, doublé d'une hypocrisie sans nom, tant Blanquer abuse de formules sur « *l'excellence de la voie professionnelle* ». Voilà son « *école de la confiance* » qui prétend préparer l'avenir des jeunes… en bradant l'éducation. Parmi toutes les réformes en cours, c'est une des plus brutales et elle vise les jeunes de lycée pro, déjà largement délaissés par le système scolaire.

Côté prof, l'inquiétude est d'autant plus forte que dans l'enseignement privé, il n'y a pas de garantie de l'emploi : les diminutions d'heures de cours pourront se traduire par des pertes de salaires. La colère dans l'établissement s'explique aussi par la menace de la fermeture du Bac pro Gestion-Administration. Si cela se produisait, ce serait à terme un sixième des horaires de cours du lycée qui sauterait !

Froidement, Blanquer poursuit l'objectif des suppressions de postes et de baisse du coût de l'éducation : 10 % d'heures de cours en moins... ce sera rapidement 10 % de profs en moins à payer. La seule chose qu'il n'économise pas, c'est son mépris de la jeunesse et des salariés de l'éducation.

François Minvielle

Quand les universités publiques accèdent à la propriété...

« *L'Etat va permettre à quatre universités de devenir propriétaires* » apprend-on dans *Les Echos*. Parmi les heureuses bénéficiaires de cette accession à la propriété et aux côtés de celles de Tour, Caen et Marseille, l'Université de Bordeaux devrait voir le processus aboutir au premier trimestre 2019. La direction de l'Université pourra louer ou vendre du terrain ou des locaux, gérer le patrimoine à sa guise... avec pour objectif, au bout du compte, de dégager les financements nécessaires à assurer l'entretien des locaux et les investissements indispensables à son développement.

Ce transfert de propriété n'est en fait qu'un de ces tours de passepasse à travers lesquels l'Etat se défausse de missions de service public qu'il n'assure plus sur les collectivités locales comme sur les établissements publics, à charge pour eux d'équilibrer leurs comptes.

Cela ne semble pourtant pas troubler le président de l'université de Bordeaux, Manuel Tunon de Lara. Il dit attendre bien au contraire avec impatience le moment où il pourra mettre en œuvre un « *plan directeur stratégique et prioritaire* » qui serait prêt depuis 2014, avec l'ambition de « *disposer d'un campus rénové, adapté, comparable aux campus des meilleures universités européennes ou mondiales* ».

Ce plan envisage de consacrer 15 euros par mètre carré et par an pour assurer la maintenance, trois fois plus que ce que permet le budget actuel. Alors, il faudra trouver les financements...

Pour cela, il est déjà prévu de vendre d'ici 2023 4,4 % des 187 hectares sur lequel s'étend l'université. En plus de cela, la superficie qui pourrait être consacrée à des constructions que l'université pourrait louer a été évaluée. Ce « *potentiel de valorisation* » s'élève à 29 hectares sur lesquels on pourra construire 450 000 mètres carrés de bâtiments à usages divers dont la location devrait dégager 400 millions d'euros de retour sur investissement sur vingt ans...

Tunon de Lara espère que « *Ce parc privé destiné à accueillir des logements, des entreprises, des infrastructures, des restaurants ou des commerces permettra de dégager des marges qui seront réinjectées dans le parc académique que l'on veut amener aux plus hauts standards internationaux* ». Et il ajoute : « *Nous sommes déjà très courtisés et beaucoup de gens veulent nous voir, cela change l'image de l'université, qui assume son rôle au sein de la métropole, dont nous partageons l'objectif qui est de passer d'une attractivité résidentielle à une attractivité économique.* »

Tout est dit...

Daniel Minvielle

Saint-Médard-en-Jalles

Application du droit au logement

Rendez-vous place des Quinconces ce 11 novembre à 11 h, pas pour aller commémorer la grande boucherie mais pour une « *réquisition solidaire* » de 11 maisons à St-Médard-en-Jalles avec Réseau éducation sans frontières, le Dal, les Enfants de Coluche, la fondation Abbé Pierre, Médecins du Monde… avec un bus de 63 personnes. Sur place, ils étaient déjà une trentaine pour commencer l'installation de ce « squat » hors norme baptisé « *la Zone du Dehors* » !

Des migrants dont plusieurs familles avec des enfants, d'Arménie, du Niger, des Russes, Géorgiens… Comme l'a souligné Angélique du comité de Soutien « *ces personnes dormaient à la rue ou à l'aéroport. On ne peut pas se construire si on ne dispose pas des besoins primaires que sont le logement et la nourriture* ».

Ces maisons, inoccupées depuis longtemps, propriétés d'Ariane Group, doivent être rachetées par la municipalité de St-Médard dans l'objectif de créer un ensemble immobilier.

La réquisition, qui est en fait l'application citoyenne du droit au logement que refusent de faires les instances « compétentes », a été faite dans les règles de l'art. Elle s'est faite sans violation de domicile vu que les maisons étaient ouvertes, et en y étant déjà domiciliés depuis plus de 48 h, preuve à l'appui, avec envoi d'un courrier au préfet, ce qui devrait empêcher l'expulsion au moins pendant la trêve hivernale jusqu'au mois de mars.

Du côté de la municipalité « *Ces faits constituent une violation du principe fondamental du droit de la propriété privée* » ! Effectivement il y a deux visions du monde difficilement conciliables !

Un petit tract a été distribué notamment au Marché de St-Médard pour expliquer ce qui se passe à la population. Que l'Etat ne respecte pas ses obligations législatives (loi Dalo) pour loger celles et ceux qui sont à la rue alors qu'il y a 22 000 logements vides sur Bordeaux Métropole. Et il est écrit : « *Bien que nos allures soient peu communes nous sommes très gentils. Venez partager un café avec nous* ».

C'est au 12 Allée Dordins à St-Médard-en-Jalles. Il y a besoin d'aides, de solidarité et l'accueil est chaleureux… comme à la maison !

Jacques Raimbault

Drita et sa famille doivent pouvoir rester vivre ici !

Drita, 23 ans, est arrivée d'Albanie en 2014 avec sa famille mais comme pour de nombreux Albanais le statut de réfugié leur a été refusé. Ils doivent quitter l'hébergement précaire qui leur avait été attribué et ont reçu une OQTF (obligation de quitter le territoire). Quelques semaines avant, le préfet avait fait expulser une autre famille albanaise alors que les enfants étaient à la veille de leur rentrée scolaire (voir AK n° 83).

Une « particularité » dans la situation de Drita est que depuis des années elle a travaillé gratuitement comme traductrice pour la police, la justice et d'autres services de l'Etat. La préfecture refuse même sa demande de titre de séjour.

Un collectif s'est constitué avec l'ensemble des organisations, associations, citoyens, qui militent auprès des réfugiés, sans-papiers, migrants. En quelques jours, une pétition a rassemblé 3000 signatures, un comité de soutien de 200 personnes mis sur pied et une demande d'audience demandée à la préfecture.

Cette audience a eu lieu le 26 octobre où la délégation a mis en avant tous les éléments, les arguments, pour justifier que Drita et sa famille puissent rester ici.

Il a été répondu que le dossier va être réétudié…

Nous étions quelques dizaines présent (e)s pour exprimer notre soutien et il y a eu plusieurs prises de paroles. Pour le Npa, nous avons tenu à affirmer que si bien entendu les situations au cas par cas obligent à mettre en avant tout les arguments sur les qualités personnelles, pour nous il n'y a pas de bons ou moins bons sans papiers, mais que nous sommes pour la liberté totale de circulation et d'installation quelle que soit la situation des personnes.

J.R.

http://bit.ly/rejoindre-collectifpourdrita pour plus d'informations.

Politique locale

Lormont : la commune sous contrôle pour payer la dette aux banques

Dans le budget débattu le 9 novembre, pour le maire PS, il fallait à tout prix faire des économies dans un contexte d'attaques contre les travailleurs et les classes populaires.

L'augmentation des dépenses ne doit pas dépasser 1,2 %, les services sont appelés à faire des économies et à chercher comment en faire encore d'autres pour atteindre -3 % ! La masse salariale a beaucoup moins augmenté en 2017, par exemple par rapport à 2014.

De même, le remboursement de la dette aux banques s'est fortement accru depuis 2017 et cela se poursuivra. En même temps, l'État se désengage et laisse entre les mains de la commune des investissements comme une nouvelle piscine qu'elle va financer à 50 % d'un coût de 11 millions d'euros, soit un investissement lourd !

Toutes les économies sont faites, nous disent le gouvernement et le maire, pour en finir avec la dette. Cela justifie les 120 000 suppressions d'emplois dans la Fonction Publique, les attaques contre les services publics postal et du rail, les salaires des agents gelés, l'incitation à recourir de plus en plus à la contractualisation et aux méthodes managériales, la suppression de centaines de milliers d'emplois aidés, les baisses drastiques de budget dans la santé, dans l'éducation, les transports…

Cela fait plusieurs années que l'Etat fait porter le poids de son propre désendettement sur les collectivités. Mais cette année, il fait un pas de plus en passant des préconisations à la contrainte en imposant la fixation d'un plafond de capacité de désendettement qui sera contractualisé, avec de lourdes sanctions à la clé : un nouveau corsetage des collectivités.

La suppression à terme de la taxe d'habitation pour 80 % des contribuables, un geste de Macron aux classes moyennes, coûtera 18 milliards à l'État qui s'arrangera pour le faire payer aux travailleurs. La compensation de l'Etat aux communes est total pour 2018-2019, mais après ?

Avec ce cadre de désendettement encore plus contraignant et des économies contractualisées, il veut cesser de compenser la suppression de la taxe d'habitation, comptant sur les économies faites par les communes. Et la hausse de la pression fiscale (par le biais de la hausse des taux et des baisses d'abattements) n'étant pas prise en charge par l'État, elle s'exercera encore plus sur les populations.

Encore une fois, l'État continue de se désengager aux dépens des collectivités, menaçant les services publics, la satisfaction de besoins sociaux de plus en plus prégnants dans les quartiers. Une politique que nous refusons !

M. Casanova

Contre la pauvreté, combattre les riches !

La ville de Bordeaux vient d'acheter 10 « iglous » pour les SDF ! (*Sud ouest* 19 novembre). Des igloos en mousse polyéthylène de 2 m de long sur 1,20 de large et 1 m de haut imaginés par un ingénieur, Geoffroy de Reynal, fabriqués par l'entreprise PSD à Libourne et facturés « généreusement » à prix coûtant, 200 euros !

Pour Alexandra Siarri, adjointe de Juppé chargée de la cohésion sociale « *Il s'agit de ne se fermer aucune piste pour accompagner des populations… L'Iglou peut être ce qui correspond le mieux à leur sécurité* » explique cette dame patronnesse dans ce même journal.

Entre malaise, dégoût et profonde colère !

Le 30 octobre, c'est le gouvernement qui a présenté son plan hiver qu'il estime « *sans précédent* ». « *Jamais un gouvernement n'a fait autant d'efforts que le notre pour l'hébergement d'urgence* » affirme ainsi le ministre du logement Julien Denormandie. Citant le chiffre de 5 millions d'euros pour accompagner les plus précaires vers le logement. Nous sommes loin des seuls 5 milliards de la suppression de l'ISF pour accompagner les plus riches !

En cas de grand froid, l'Etat ouvrira 14 000 places d'hébergement d'urgence en plus des 136 000 existantes. Comme chaque année, ce sera donc la politique de la gestion au thermomètre si décriée à juste titre par les associations qui font ce qu'elles peuvent sur le terrain pour limiter les dégâts de cette catastrophe humanitaire annoncée.

Le rapport annuel du Secours catholique qui vient aussi de sortir indique que le chiffre de pauvreté est « stable » avec 14 % de la population (soit 8,8 millions de personnes) sous le seuil de pauvreté de 1026 euros mensuel. Mais avec plus de familles avec enfants, plus de femmes isolées.

Quand elles ne survivent pas dehors ou dans des camps de fortunes, les personnes les plus vulnérables se trouvent dans des logements en piteux états dont 11 % sont insalubres. Le drame de Marseille, drame annoncé là-aussi, vient de montrer de façon cruelle cette réalité. Ce rapport avance pour l'agglomération bordelaise le chiffre de 1600 personnes dans des squats et dans la rue.

Tout cela est la conséquence directe du fonctionnement capitaliste de cette société. Un vieux monde pourrissant à renverser d'urgence !

Jacques Raimbault

La « *transition énergétique* »... avant tout une aubaine pour les multinationales de l'énergie

Dans les Conseils municipaux de Cenon et Lormont, était présentée une délibération sur la mise en œuvre d'un ambitieux projet de géothermie pour le chauffage d'une partie de la Rive droite…

L'occasion de rappeler que le Conseil de Métropole en 2014, a fait le choix pour ce projet, malgré l'opposition des élus communistes et écologistes et l'abstention des socialistes, d'une gestion par délégation à une entreprise privée et ce pour une durée de 30 ans… un choix qui s'inscrit pleinement dans la logique de l'ouverture prochaine à la concurrence du secteur de l'énergie !

Ainsi la « *transition énergétique* » censée favoriser des énergies renouvelables n'émettant que peu de gaz à effet de serre… devient un enjeu stratégique pour des multinationales dans le cadre d'une logique du marché qui s'impose à tous… jusqu'aux collectivités locales qui acceptent de s'y soumettre.

En décembre 2016, sans plus aucune opposition des élus de la « *gauche gestionnaire* », c'est Engie et ses multiples filiales qui ont été choisies pour cette délégation.

2015 : la ministre de l'écologie S. Royal lançait l'opération « Climat » au sein de la multinationale Engie…

Engie est une multinationale issue de la fusion entre GDF et Suez, et dans laquelle l'État possède 24,1 % du capital… mais a priori plus pour longtemps puisque la Loi Pacte 2018, prévoit que l'Etat vende ses actions dans la foulée de l'aéroport de Paris ou de la Française des jeux.

Isabelle Kocher, la directrice générale d'Engie venue à Bordeaux en 2017, pour célébrer cet énorme contrat estimé à 43 millions d'euros… expliquait qu'il s'inscrivait dans une stratégie de reconversion radicale du groupe pour devenir la multinationale leader de la transition énergétique. Par souci de l'environnement ? plutôt pour prouver selon ses termes qu'il est « *possible de concilier rémunération des actionnaires et solidarité environnementale* ».

Cela ressemble beaucoup à une opération de « *greenwashing* », de belles paroles écolo-modernes pour mieux faire passer les mêmes vieilles méthodes pourries de management. Car cette reconversion d'Engie s'accompagne d'opération de liquidation de certaines activités externalisée, et donc de suppression de postes (1900 programmés de 2016 à 2019)… et cela alors que la Commission européenne l'a condamné à rembourser 120 millions d'impôt non payés tout en dénonçant les arrangements fiscaux passés par Engie avec le Luxembourg.

Ces multinationales qui sont en train de mettre la main sur toutes les opérations de « *transition énergétique* » dans laquelle elles ne voient qu'une opportunité pour alimenter les dividendes de leurs actionnaires, sont bien le principal obstacle à l'indispensable réorganisation de l'économie pour préserver notre environnement.

Les élues du NPA se sont donc abstenus aux deux conseils…. Car nous défendons la nécessité d'un véritable service public de l'énergie contrôlé par les salariés et les usagers !

Bruno Bajou

Fête de Lutte Ouvrière : le débat continue

Le 11 novembre, le NPA était invité à tenir une table de presse à la fête de Lutte Ouvrière à Cenon qui se tenait quelques jours après l'annonce de LO de ne pas faire campagne avec le NPA lors des prochaines élections Européennes. Nous y avons retrouvé des camarades avec qui nous étions dans les luttes de ces derniers mois, et tout un milieu discutant du 17 novembre, des « gilets jaunes », de l'urgence à mener la lutte sur les salaires, sur l'échelle mobile… autant de raisons de mener cette bataille politique des européennes en commun.

C'est ce que nous avons rappelé lors du débat sur la situation sociale, où les camarades ont introduit sur la campagne des européennes sans dire un seul mot des discussions avec le NPA. Le débat a été l'occasion d'y revenir, car face à la montée des idées réactionnaires, aux préjugés protectionnistes, il y a urgence à regrouper les forces, poser les bases d'un parti des travailleurs, démocratique et révolutionnaire. Un débat s'ouvre parmi les révolutionnaires pour le construire.

Laurent Delage

Ecologie

« *Ceux qu'ont le pognon, ceux-là reviendront, car c'est pour eux qu'on crève* » (Chanson de Craonne)

Le 11 novembre dernier, alors que Macron, Trump, Poutine, Netanyaou et autres chefs de guerre et marchands d'armes fêtaient une victoire militaire faisant la part belle aux gradés qui bien planqués ont envoyés des millions de citoyens à la mort, une trentaine de militant-e-s se sont retrouvés au côté de l'association Négajoule devant le Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) du Barp abritant le laser Mégajoule. En effet, la France ne pouvant plus tester ses armes atomiques dans le Sahara ou le Pacifique, le perfectionnement de ces armes de destruction massive se fait par simulation à l'aide d'un laser de grande puissance, le tout pour un budget initial de 1,3 milliards d'euros qui dépassait déjà les 6,5 milliards en 2013.

A titre de comparaison, le budget de la santé dans la loi de finance 2019 est de 1,42 milliard d'euros. A l'heure des attaques incessantes sur les travailleurs, retraités chômeurs, étudiants et services publiques, au nom d'une austérité soi-disant nécessaire, la recherche militaire ne connait pas la crise. Cet instrument vise principalement à conforter la place de la France au rang des grandes puissances impérialistes de ce monde. Il faut rappeler que ces mêmes grandes puissances sont toujours impliquées directement dans de nombreux conflits armés à travers le monde (ex : depuis 2000, 16 pour la France et 11 pour les USA).

Rien de plus symbolique donc que de manifester notre refus de la guerre devant ce laboratoire de recherche militaire. L'objectif du rassemblement était de rendre hommage pacifiquement à toutes les victimes des conflits armés dans le monde et particulièrement des armes nucléaires. Avant de partager un repas sous le Torii (portail traditionnel japonais) rendant hommage aux victimes d'Hiroshima et Nagasaki, les militant-e-s ont chanté la chanson de Craonne rappelant ainsi que ce sont toujours les classes populaires qui payent de leur vie pour les conflits profitant aux plus riches.

Quentin

L'association Négajoule (negajoule.free.fr) a été créée en 2011 pour lutter contre le laser Mégajoule. L'une des actions de l'association est l'occupation du rond point devant l'entrée du Mégajoule une fois par mois en signe de protestation et pour l'arrêt de la recherche militaire nucléaire.

Prochaine date de rassemblement de l'association : le 7 décembre devant l'entrée du CEA, coincée entre les plantations de pin et les barbelés sur la route de Marcheprime.

Stop au nucléaire !

La CLIN (Commission locale d'information sur le nucléaire) du Blayais, créée en 1993, réunit deux fois par an EDF, l'Etat, les communes concernées, l'autorité de sureté de l'Etat et jusqu'à présent le public et les associations.

Prétextant des « débordements » de membres de l'association anti-nucléaire Tchernoblaye, la CLIN a décidé de se réunir désormais à huis clos comme ce 16 novembre où les forces de police étaient devant le Conseil départemental pour nous en interdire l'entrée.

« *Il nous est arrivé de manifester notre mécontentement mais les débats ont toujours pu continuer* » explique Stéphane Lhomme, président de Tchernoblaye. Et cette décision antidémocratique intervient « *alors que l'industrie nucléaire est plongée dans un grave scandale de production de milliers de pièces défectueuses et alors qu'EDF veut prolonger la durée de vie des centrales obsolètes comme celle du Blayais* ».

Cette décision de rajouter encore de l'opacité autour du nucléaire ne fera que renforcer les craintes légitimes sur cette énergie si lourde de conséquences. Et ne nous fera pas renoncer à informer pour la combattre !

A suivre sur http://tchernoblaye.free.fr

J.R.

Actualité et histoire de la lutte pour le droit à l'avortement et à disposer de son corps

Vendredi 23 novembre, veille de manifestations importantes dans de nombreuses villes « pour en finir avec les violences sexistes et sexuelles », le NPA 33 organisait une réunion-débat autour de la lutte pour le droit à l'avortement, son actualité brûlante et son histoire. L'occasion de revenir sur la longue histoire de cette lutte.

L'ensemble de l'exposé d'introduction est disponible sur notre site, www.npa33.org, dans le menu Débattre - Réunions-Débat. Nous en publions ici une partie de l'introduction.

Il y a 200 ans, Charles Fourier, précurseur du mouvement socialiste, écrivait « *dans chaque société, le degré d'émancipation des femmes est la mesure naturelle de l'émancipation générale* ». Ce à quoi Rosa Luxembourg, qui se définissait comme une « *combattante prolétarienne de la liberté* », répondait cent ans plus tard « *Ceci est parfaitement vrai pour la société actuelle. La lutte de masse en cours pour les droits politiques des femmes est seulement l'une des expressions et une partie de la lutte générale du prolétariat pour sa libération. En cela réside sa force et son avenir* ». Toute l'histoire du mouvement ouvrier l'atteste : les mouvements d'émancipation, les luttes démocratiques et sociales, ouvrières, ont toujours trouvé des femmes aux avant-postes aux côtés des hommes et c'est dans les périodes où la classe ouvrière était à l'offensive que les droits des femmes ont réellement avancé. Lutte contre l'exploitation et lutte féministe sont intimement liées.

Aujourd'hui, nous fem-mes payons le prix fort de la crise du capitalisme et de l'offensive réactionnaire des classes dirigeantes, nous sommes les premières victimes du chômage, de la précarité, des bas salaires et des préjugés… De nombreuses femmes dans le monde sont exclues du droit à l'éducation, aux loisirs, à la culture, ne peuvent sortir où et avec qui elles veulent, habillées comme elles l'entendent… et n'ont pas accès à l'IVG, à la contraception, à vivre librement leur sexualité. En France, aujourd'hui, dans un des pays les plus riches et instruit du monde, 254 viols ou tentatives de viol ont lieu chaque jour ; une femme meurt tous les 2 jours et demi sous les coups de son conjoint ou ex-conjoint.

Les réactionnaires de tous les continents et de toutes religions sont à l'offensive. Le pape a comparé le mois dernier l'avortement au recours à des « *tueurs à gage* », il l'avait cet été qualifié d'« *eugénisme en gants blancs* » et fait le parallèle avec le régime nazi. Partout, des réseaux lobbyistes pro-life puissants sont en croisade contre le droit à l'IVG. En Europe, on les retrouve en Pologne, en Hongrie, au Portugal, en Russie, en Espagne (où les mineures doivent encore obtenir l'accord de leurs parents) ou en Italie où, bien que l'IVG soit légale depuis 40 ans, elle est le plus souvent inaccessible car plus de 70 % des médecins refusent de la pratiquer faisant valoir la « *clause de conscience* » (ils sont 80 % à Rome). Ces réseaux sont également bien présents en France où on a pu entendre le président du syndicat des gynécologues revendiquer en septembre dernier son droit à ne pas pratiquer d'IVG, qualifiant l'avortement « *d'homicide* »… comme l'ont fait les médecins de l'hôpital de Bailleul en Sarthe où les IVG n'ont plus été pratiquées de janvier à septembre 2018 suite au départ à la retraite d'un médecin, les trois autres faisant valoir la fameuse clause de conscience ! Sans parler de Marion Maréchal Le Pen qui demande le déremboursement de l'IVG ou des mouvements comme Sens commun, dont est proche Wauquiez (LR), qui militent ouvertement pour son interdiction.

Le droit à l'avortement : un droit encore à arracher pour près de la moitié des femmes

42 % des femmes dans le monde n'ont pas accès à l'avortement ou seulement dans des situations extrêmes comme le viol, les malformations fœtales ou l'inceste. Seuls 58 pays l'ont légalisé totalement (dont 21 depuis 2000).

Pour prendre l'exemple de l'Amérique du Sud, il n'y a que trois pays, l'Uruguay, Cuba et le Guyana où l'IVG est légale (ainsi que la Guyane, département français). [...] En Europe, la Pologne, Chypre, Andorre, l'Irlande du Nord interdisent l'IVG sauf circonstances exceptionnelles. A Malte il n'y a aucune exception.

Même dans les pays où l'IVG est légale, ce droit est fragile [...]

Un renouveau des mobilisations face à l'offensive réactionnaire

Mais sur tous les continents des millions de femmes et de nouvelles générations entrent en lutte. Une lutte qui a un caractère international, universel et conteste l'ordre établi, les pouvoirs, les Eglises de toute obédience, tous ceux qui cherchent à régenter la vie et le corps des femmes pour mieux imposer le pouvoir des classes dominantes sur l'ensemble de la société.

Ces mobilisations sont le fait, entre autres de très jeunes, comme en Argentine où on a vu des lycéennes et lycéens occuper massivement la rue lors du vote du Sénat. Elles sont souvent mixtes, en particulier dans les jeunes générations qui font le lien entre lutte féministe et lutte sociale.

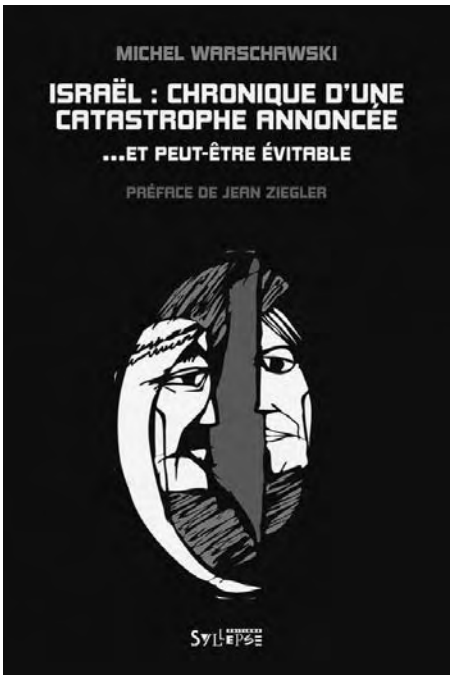
A poursuivre sur notre site...

Internationalisme

Israël-Palestine

Conférence et livre de M. Warschawski

Michel Warschawski, militant antisioniste israélien que nous connaissons bien, est venu à l'Utopia au début de ce mois, présenter son dernier livre : « *Israël : chronique d'une catastrophe annoncée… et peut être évitable* », invité par Palestine 33 et l'UJFP, devant une bonne soixantaine de participants.



La catastrophe, ce n'est pas ici la Naqba, l'expulsion des Palestiniens, c'est côté israélien « l'état nouveau » qui se met en place depuis une dizaine d'années, broyant les droits civiques et politiques des Palestiniens et qui depuis cet été, véritable basculement pour Warschawski, ne se définit plus comme « **Etat juif et démocratique** » mais comme « **Etat-nation du peuple juif** ».

Un retour sur le sionisme, bien développé dans le livre, éclaire l'évolution complexe de ce mouvement né dans le contexte de la crise des empires et de la formation d'états nations dès la fin du XIX° siècle. Mais il s'inscrit dans une perspective coloniale, qui plus est un colonialisme d'expulsion. La composante religieuse, quasiment absente au départ, n'a cessé de croître. Quant aux sionistes laïcs, ils sont souvent à peine caricaturés en leur faisant dire : « *Dieu n'existe pas, mais il nous a donné cette terre il y a 3000 ans* » !

« Etat Juif et démocratique », une contradiction dans les termes

Juif, désigne ici le peuple, non la religion ; démocratique, c'est la filiation occidentale qui permet de se différencier de la « barbarie » et de « l'arriération » de cet Orient arabe d'autant plus méprisé qu'il est omniprésent. A commencer par les 20 % d'Arabes au sein d'Israël, qui ne peut donc être à la fois juif et démocratique ! Mais depuis une dizaine d'année, les discriminations s'accroissent. C'est que à l'instar du ministre de l'Education, Bennett, représentant de colons d'extrême droite, le gouvernement considère que « *juif est plus important que démocratique* » ! Et Bennett de donner le ton en déclarant : « *j'ai tué beaucoup d'Arabes, et il n'y a pas de problème avec ça* » !

La définition comme « Etat-nation du peuple juif » officialise et étend l'apartheid

Depuis juillet 18, c'est par une loi à valeur constitutionnelle que les non-juifs sont citoyens de seconde zone, même si dans la réalité, ils l'ont toujours été. Symboliquement, l'arabe n'est plus langue d'état ! Cette loi stipule que « *la Terre d'Israël est la patrie historique du peuple juif…* », « *Le droit d'exercer l'autodétermination nationale dans l'Etat d'Israël est propre au peuple juif* » « *l'Etat … agira pour encourager et promouvoir [la] création et [le] renforcement* » des colonies. La voie constitutionnelle est ouverte au « Grand Israël », de la mer au Jourdain, avec un état d'apartheid !

Au plan politique, le « camp de la paix » est bien mort, ne restent que quelques « activistes » qui ne peuvent plus avoir prise sur la réalité selon Michel Warschawski. Même si les notions de droite et de gauche ne sont ici, moins qu'ailleurs, facile à manier, il considère que les deux camps n'ont en termes d'effectifs pas vraiment varié depuis des décennies : une grosse et une petite moitié, malgré une droitisation dans la société et une plus grande pénétration du discours religieux. Mais la différence est dans le projet : droite et extrême droite ont des objectifs bien définis : coloniser, expulser, annexer, et se donnent donc les moyens d'y parvenir. Face à cela, il n'y a plus de réelles mobilisations populaires. Quant aux partis de la gauche sioniste, après avoir été à l'avant-garde de la colonisation, ils ne paraissent guère aptes à inverser la vapeur et à s'opposer efficacement à la fascisation du régime.

Que faire ? Dans son livre, Michel Warschawski est à peine plus prolixe que dans la conférence. On peut partager son injonction à dire qu'il faut décoloniser à tous les niveaux, qu'il ne suffira pas de modifier les institutions, qu'un changement radical de vision doit s'opérer : ne plus se considérer comme « *une villa au cœur de la jungle* », mais au contraire se tourner vers « *cet Orient arabe en mutation, en révolution* ».

Ajoutons que pour ce qui est de la démocratie et des droits nationaux, il est clair qu'aucune formation au pouvoir, ou tentant d'y arriver (en Palestine) ne sera à même de les réaliser. Il faudra pour cela que les populations opprimées s'en mêlent directement, en quoi la référence aux révolutions arabes est pertinente.

Sur un autre plan, cette évolution d'Israël évoque la diffusion en Occident de ce souverainisme identitaire qui nous empoisonne de plus en plus. C'est peu de dire que l'internationalisme devient un enjeu concret et pressant.

Jean-Louis Farguès

L'excellent petit livre de M Warschawski est publié aux éditions syllepse, 8€.

L'ordre du jour

Eric Vuillard - *Edition Actes Sud*

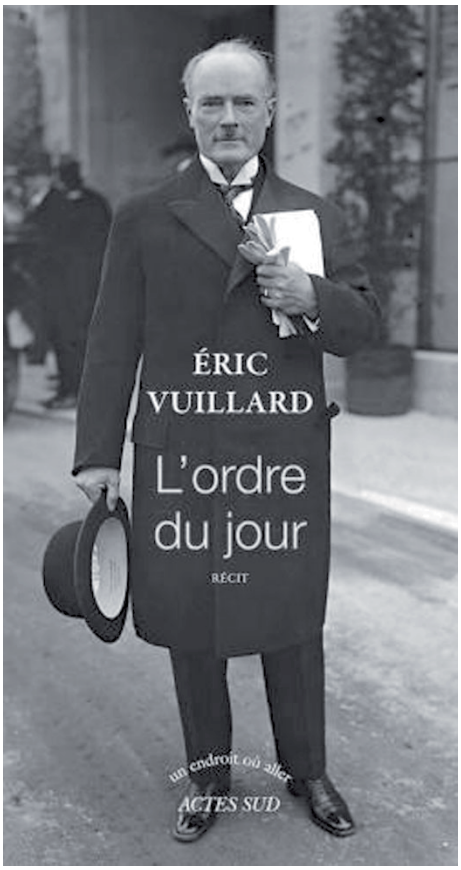
A l'instar de l'histoire officielle, E. Vuillard nous replonge dans les années 30, après l'accession d'Hitler au pouvoir. Cela débute par une banale réunion entre Goering, Hitler et 24 grands capitalistes et banquiers comme Krupp, Opel, Bayer, BASF ou encore I.G.Farben pour financer les prochaines élections. Ils ont tous mis la main à la poche. Les affaires sont les affaires. De plus, « *il fallait en finir avec un régime faible, éloigner la menace communiste, supprimer les syndicats et permettre à chaque patron d'être le Führer dans son entreprise* ».

Il relate plusieurs épisodes qui met directement en cause la passivité des « démocraties » en particulier la France et la Grande-Bretagne. Nul ne pouvait ignorer les projets d'Hitler : l'incendie du Reichstag en février 1933, l'ouverture de Dachau la même année, le recensement des caractéristiques raciales en 1935. Cela faisait déjà beaucoup. Guernica est bombardée, en 1937 la Sarre est annexée, la Rhénanie remilitarisée. Depuis longtemps, le régime nazi avait abandonné toute retenue.

Malgré tout, les gouvernements français et anglais continuent de ne rien voir, pire, ils se sont rendus complices de tractations sordides permettant à Hitler de poursuivre ses menées expansionnistes, au détriment des populations livrées en pâture au nom de la politique « d'apaisement ». Pendant ce temps-là, les visites de courtoisie continuent même après l'annexion de L'Autriche (l'Anschluss) en mars 1938. Lord Halifax écrira à propos de son entrevue avec Hitler : « *Le nationalisme et le racisme sont des forces puissantes, mais je ne les considère ni contre nature ni immorales* ». En France à la veille de l'Anschluss, le président Lebrun signait des décrets sur la loterie.

Ce roman a le mérite de remettre les choses à leur place, de clarifier les rôles des dirigeants de l'époque mais aussi des industriels dont le passé trouble a été occulté.

Corinne



Hommage aux soldats africains de 14-18 morts à La Teste

Tout est bon pour le poison du nationalisme

A l'occasion des cérémonies organisées par l'armée et Macron pour le centenaire de la grande boucherie de 14-18, la presse a un peu parlé des 949 soldats africains morts au camp du Courneau, à La-Teste-de-Buch, morts de maladie.

Sur les 200 000 hommes embrigadés dans toute l'Afrique de l'ouest pour les régiments de « tirailleurs sénégalais », ils ont été entre 40 000 et 60 000 à être débarqués au port de Bordeaux pour aller dans ce camp quelques semaines avant d'être envoyés dans les tranchées du nord-est. Mais dans ce lieu humide et malsain, dans des baraquements où l'entassement et la promiscuité étaient la règle, la pneumonie et la tuberculose ont fait des ravages. Les historiens estiment que la mortalité était deux fois supérieure au Courneau que dans les autres camps militaires.

Le racisme et le mépris des dirigeants de l'époque ont laissé place à des hommages convenus… comme celui du maire LR d'Arcachon louant ces « *combattants respectables et respectés* ». Mais le naturel n'est jamais loin. Dans la même cérémonie, il osait déclarer : « *En 1914, l'appel en renfort aux soldats français des troupes coloniales s'est fait tout naturellement […] Ils ont quitté leur pays, leurs familles et ils ont donné leur vie pour notre liberté.* »

Comme s'il avait été naturel pour ces centaines de milliers d'Africains de venir se faire tuer en Europe, si ce n'était pas la violence organisée du colonialisme pour les envoyer vers la barbarie des champs de bataille. Et ce que les dirigeants d'aujourd'hui comme d'hier appellent « *notre liberté* », ce n'était que la liberté des capitalistes français de mener une sale guerre pour conserver leurs colonies.

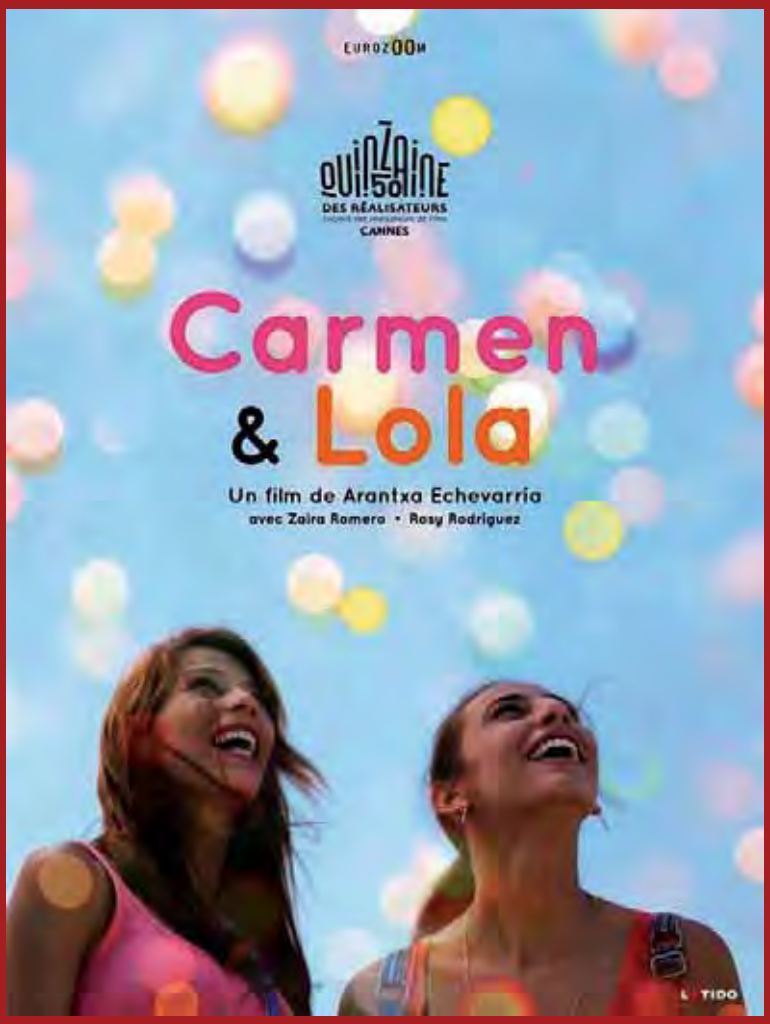
Un siècle après, la propagande nationaliste continue à répandre ses mensonges et son poison, sur le dos de ses victimes.

F.M.

A VOIR

Carmen et Lola

Film de Arantxa Echevarria



Carmen et Lola est l'histoire d'amour entre deux adolescentes de la communauté gitane madrilène, dans une société patriarcale, conservatrice, avec des règles, des traditions, qui paraissent immuables. Et comme toujours, ce sont les femmes qui en sont les principales victimes. Leur rôle et leur place sont tout tracé : faire des enfants, servir le mari et s'occuper des tâches ménagères. C'est comme cela depuis toujours et ce sera toujours comme cela. La religion est là pour bien enfoncer le clou et veiller que tout fonctionne.

Carmen, à 17 ans, prépare ses fiançailles, a déjà abandonné l'école depuis longtemps pour apprendre son métier de future femme comme il faut, travaille sur le marché avec son père et semble accepter sa situation.

Pour Lola, c'est une autre histoire même si elle donne le change. A 16 ans, elle va encore à l'école, rêve de devenir enseignante, aime les oiseaux qu'elle graffe sur les murs et surtout elle aime les filles. Elle ne peut en parler à personne mais c'est comme ça, même si elle n'a pas encore eu de vie amoureuse.

Carmen et Lola vont se rencontrer sur les marchés où elles aident leurs parents, devenir des copines complices et de cette amitié l'amour va naitre non sans problèmes d'abord entre elles-mêmes mais surtout par la suite entre elles et leurs familles.

C'est en lisant un article relatant le mariage de deux gitanes en 2009 où elles expliquaient le rejet violent qu'elles avaient subi, que la cinéaste, basque espagnole, a eu l'idée de ce film qui n'aura pas été facile pour elle de mener à bout. Elle a dû faire accepter son projet dans la communauté, trouver et convaincre les deux jeunes comédiennes qui ne sont pas des actrices professionnelles.

Cela donne un formidable film, un hymne féministe pour toutes les Carmen et Lola du monde, toutes les femmes confrontées à une société machiste, à tout ce fatras de morale, de préjugé, d'oppressions qui les empêchent tout simplement de vivre leur vie comme elles le veulent et comme devrait la vivre chacune et chacun tout naturellement. A voir et faire voir !

Jacques Raimbault

Pour l'année à venir, avec le combat à mener contre les attaques annoncées par Macron, mais aussi la perspective des élections européennes, le NPA ne peut compter que sur le soutien de ses militantEs et sympathisantEs.

Contribuez à la souscription 2018 ! www.npa2009.org/souscription